

Dans les trois mots de la trinité républicaine qui nous gouverne, c'est évidemment — on l'a souvent dit — l'égalité qui est la plus dure à atteindre. Car nous ne sommes pas égaux, ni par la naissance, ni par le sort, ni par la santé, ni par les qualités physiques ou intellectuelles. Cela va de soi. Nous ne pouvons prétendre qu'à l'égalité des droits et — vive la République — qu'à l'égalité des chances.

Or, pour que cette égalité des chances soit une réalité, même limitée, même temporaire, nous devons faire intervenir le troisième terme de notre trilogie fondatrice, la fraternité. Quoi qu'en disent les individualistes forcenés, qui se disent « libéraux » la fraternité est indispensable à notre vie. Sans elle, pas d'égalité des chances possible (et pas de liberté, mais c'est une autre histoire). Nous devons nous aider les uns et les autres, et les impôts, il nous faut l'admettre, sont là pour ça. Nous pouvons aussi multiplier les dons, lancer des fondations de bienfaisance, faire l'aumône aux mains tendues, mais les impôts sont là, directs et indirects, pour accomplir le gros du travail.

Je connais, comme tout le monde, les critiques qui sont périodiquement lancées contre ce système — et, par contrecoup, les louanges tressées aux miracles de l'argent libre (tressées par ceux qui, précisément, ont de l'argent, et pour qui les pauvres n'ont qu'à mieux faire). Mais nous savons, nous voyons chaque jour, que le libéralisme économique ne suffit pas, qu'il conduit à des inégalités abyssales, qu'il est aussi producteur de misère — et qu'il doit être corrigé, adouci, modéré (peu importe le terme) par l'intervention d'un pouvoir régulateur, qui ne peut être, dans l'état actuel des choses, que celui d'un État. Qu'on le veuille ou non.

D'un État ou d'une association d'États.

D'un pouvoir accepté.

Nous ne pouvons pas faire autrement que nous entraider, que partager, que participer.

Dans les trois mots de la trinité républicaine qui nous gouverne, c'est évidemment — on l'a souvent dit — l'égalité qui est la plus dure à atteindre. Car nous ne sommes pas égaux, ni par la naissance, ni par le sort, ni par la santé, ni par les qualités physiques ou intellectuelles. Cela va de soi. Nous ne pouvons prétendre qu'à l'égalité des droits et — vive la République — qu'à l'égalité des chances.

Or, pour que cette égalité des chances soit une réalité, même limitée, même temporaire, nous devons faire intervenir le troisième terme de notre trilogie fondatrice, la fraternité. Quoi qu'en disent les individualistes forcenés, qui se disent « libéraux » la fraternité est indispensable à notre vie. Sans elle, pas d'égalité des chances possible (et pas de liberté, mais c'est une autre histoire). Nous devons nous aider les uns et les autres, et les impôts, il nous faut l'admettre, sont là pour ça. Nous pouvons aussi multiplier les dons, lancer des fondations de bienfaisance, faire l'aumône aux mains tendues, mais les impôts sont là, directs et indirects, pour accomplir le gros du travail.

Je connais, comme tout le monde, les critiques qui sont périodiquement lancées contre ce système — et, par contrecoup, les louanges tressées aux miracles de l'argent libre (tressées par ceux qui, précisément, ont de l'argent, et pour qui les pauvres n'ont qu'à mieux faire). Mais nous savons, nous voyons chaque jour, que le libéralisme économique ne suffit pas, qu'il conduit à des inégalités abyssales, qu'il est aussi producteur de misère — et qu'il doit être corrigé, adouci, modéré (peu importe le terme) par l'intervention d'un pouvoir régulateur, qui ne peut être, dans l'état actuel des choses, que celui d'un État. Qu'on le veuille ou non.

D'un État ou d'une association d'États.

D'un pouvoir accepté.

Nous ne pouvons pas faire autrement que nous entraider, que partager, que participer.